Claire Hédon - RAEF 2024

TRAVAUX PUBLIÉE LE 23/05/2024

Saisine liée :
SORTIR DE LA CRISE DÉMOCRATIQUE – RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE EN 2024 (RAEF)
Formation de travail liée : COMMISSION ÉCONOMIE ET FINANCES

Défenseure des droits

> ***C'est en respectant les droits que l'on fait démocratie et que l'on crée de la cohésion sociale.***

Claire Hédon a été auditionnée par la Commission Économie et finances du CESE dans le cadre de la saisine permanente " Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) 2024".

Claire Hédon présente l'institution du Défenseur des droits qui est chargé de traiter des réclamations dans cinq domaines : la lutte contre les **discriminations**, la protection des **droits des enfants**, les **droits des usagers de service public,** cela peut concerner des difficultés aussi bien avec la préfecture, avec la CAF, avec la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Le Défenseur des droits est aussi l'organe de contrôle externe de la **déontologie des forces de sécurité.** Enfin, l'institution est chargée de la protection et de l'orientation des **lanceurs d'alertes**.

Le Défenseur des droits fait aussi tout un travail de promotion des droits.

Quels effets des évolutions de la pauvreté et de la précarité entre 2023 et 2024 ?

Une observation majeure est que les publics les plus en difficulté, les plus précaires, ont plus de mal à faire valoir leurs droits.

Pour être au plus près de ces personnes en difficulté, le Défenseur des droits a des délégués territoriaux qui sont présents : dans des associations, des missions locales, des CCAS, dans des maisons de la justice et du droit...

« *Nous observons une augmentation des réclamations en partie lié aux difficultés que rencontrent les services publics, par la diminution des des effectifs.* » explique également la Défenseure des droits.

Par conséquent, les personnes qui sont le plus en situation de précarité, le plus en difficulté, ont plus de mal à faire valoir leurs droits.

Inégalités et défiance vis-à-vis des institutions : quels risques pour la démocratie ?

Pour la Défenseur des droits, Claire Hédon, le respect des droits c'est quelque chose qui crée de la cohésion sociale. C'est la base de la démocratie. Et au contraire, si vos droits sont pas respectés, ça crée de la division.

Elle illustre par l'exemple des discriminations : « *Quand un jeune se sent discriminé parce qu'il vient d'un quartier, qu'il n'arrive pas à trouver de travail alors qu'il a les diplômes suffisants, oui il a l'impression d'être relégué; de ne pas avoir sa place dans la société et ça crée des tensions. Donc lutter contre les discriminations est quelque chose d'absolument essentiel.* »

Transition écologique : quelles inquiétudes face au manque de justice sociale dans les politiques publiques ?

Pour Claire Hédon, il faut penser la transition écologique avec les personnes. L'impact du réchauffement climatique est plus important sur des populations précaires.

« *Ce que l'on sait moins, ce que l'on voit moins, c'est que les décisions destinées à palier au réchauffement climatique peuvent aussi se retourner contre les personnes les plus précaire. Donc si on ne pense pas à la question de la lutte contre le réchauffement climatique en même temps que la lutte contre la pauvreté, en même temps que le respect des droits, on va être confronté à de nombreuses difficultés*. » explique-t-elle.

La Défenseure des droits conclue en affirmant :

> *« Le droit est un très bon curseur. C'est en respectant les droits que l'on fait démocratie, que l'on crée une démocratie et que l'on crée de la cohésion sociale. »*

Pour en savoir plus sur le Rapport Annuel sur l'Etat de la France 2024

© - copyright CESE - Novembre 2026